

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 31/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN EDP RENEWABLES

25 quai Panhard et Levassor
75013 Paris

Références : 2025-E20063
Code AIOT : 0005108201

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement PARC EOLIEN EDP RENEWABLES implanté PARC EOLIEN EDP RENEWABLES Prouville III 80370 Prouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée pour faire suite à la visite du 07/04/2024 ayant conduit à la prise d'un arrêté de mise en demeure de respect de prescriptions en date du 04/10/2024. Elle a eu pour objet de déterminer les suites à donner.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN EDP RENEWABLES
- PARC EOLIEN EDP RENEWABLES Prouville III 80370 Prouville
- Code AIOT : 0005108201

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien comprend 3 aérogénérateurs de construction Vestas V100, d'une puissance unitaire de 2.2 MW et d'une hauteur de 130 mètres.

La construction du parc est autorisée par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2017 autorisant la SAS EDPR France Holding à exploiter un parc comprenant trois aérogénérateurs et un poste de livraison sur la commune de Prouville, accompagné du donner acte en date du 19 mars 2019 relatif à la modification de puissance unitaire des aérogénérateurs passant de 2 MW à 2,2 MW.

Le parc a été mis en service le 1er janvier 2022.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions Constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Demande d'action corrective	1 mois
3	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
4	Formation et exercices	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Vérifications électriques avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Moyens de lutte contre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	incendie	24	prescription	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection et les différents documents transmis par l'exploitant ont permis de constater un retour à la conformité des conditions d'exploitation du parc et du respect de l'arrêté de mise en demeure en date du 04/10/2024.

De nouveaux constats, non liés à cette mise en demeure, ont été réalisés qui demandent des actions correctives de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions Constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les voies d'accès sont entretenues et carrossables. Les plateformes des aérogénérateurs E02 et E03 sont maintenues en bon état. La plateforme de l'aérogénérateur E01 était partiellement inondée sur l'arrière de celle-ci en bordure de champ. L'exploitant a indiqué que cela faisait suite à des travaux en bordure de plateforme qui ont modifiés le drainage de celle-ci. Il convient de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le drainage correct de la plateforme et éviter à long terme des risques de déstabilisation de la plateforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le drainage correct de la plateforme et éviter à long terme des risques de déstabilisation de la plateforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'ensemble des aérogénérateurs et des PDL sont fermés et ne sont pas accessibles aux personnes non autorisées à accéder à ces équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Chaque aérogénérateur est identifié. Sur chaque porte d'accès aux aérogénérateurs les consignes comportent les indications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'entrer à toute personne non autorisée ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde face au risque de projection de glace ; - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale . Ces indications sont illustrées de pictogrammes.

<p>Le jour de l'inspection, les panneaux d'identification à proximité des plateformes des éoliennes E01 et E03 étaient détériorés et tombés au sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de remettre en place la bonne signalisation à proximité des plateformes. L'exploitant communiquera des photographies attestant de la remise en place de ces panneaux d'informations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Formation et exercices

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Qualification du Personnel</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 04/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de prévention dans sa version du 10/06/2024 a été transmis. Il comporte les signatures entre l'EU (entreprise utilisatrice, ici l'exploitant) et l'EE (entreprise extérieure ici entre autre le turbinier Vestas) en date du 10 et 19 juin 2024. Chaque intervenant sur le parc doit se faire connaître auprès d'EDPR (afin d'obtenir un accès), et doit déposer les habilitations nécessaires selon le type d'intervention. Ce suivi des habilitations et de formations est piloté via une plateforme appelée "EGestionna", en partenariat avec SOCOTEC (la société SOCOTEC intervient en vérification des habilitations). Suite à la visite, une présentation de la fonctionnalité de cette plateforme a été proposée à</p>

l'inspection en visioconférence le 25/02/2025. Une procédure à suivre en cas d'urgence et situation d'accident est présente dans le plan de prévention, les différentes situations reprises en section 5 de l'AMPG sont présentes dans le PDP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Vérifications électriques avant mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-3ème alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 04/11/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification.</p> <p>L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de vérification électrique a été communiqué « Rapport SOCOTEC H0270/25/122 » contrôle réalisé le 21/11/2024. Il concerne le PDL.</p> <p>Le dernier rapport de vérification électrique a été communiqué « Rapport SOCOTEC H0270/25/123 » contrôle réalisé le 21/11/2024. Il concerne les 3 éoliennes.</p> <p>Il est relevé que les rapports de vérifications électriques pour l'année 2023 ont été également transmis à l'inspection suite à la visite précédente.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Contrôle visuel des pâles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle-Pâles
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 04/11/2024

Prescription contrôlée :

II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a indiqué que le dernier contrôle avait eu lieu en octobre 2024 et qu'il était en attente de la réception du rapport correspondant.

Il est relevé que les rapports de vérifications pour l'année 2023 (mars et novembre) et 2024 (avril) ont été également transmis à l'inspection suite à la visite précédente.

L'exploitant a indiqué qu'une vérification par an était réalisée par contrôle de drone et que la seconde vérification annuelle était réalisée de manière visuelle au sol dans le cadre des maintenances annuelles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre les rapports de contrôles réalisés antérieurement et postérieurement aux contrôles de novembre 2023 (rapports de vérification annuelle Service Report « Service 2 Years » établis par Vestas), afin de permettre la vérification du respect de la périodicité de contrôle de 6 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 04/11/2024

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont

positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

Constats :

Le dernier rapport de vérification a été communiqué « Rapport SOCOTEC H0270/25/097 » contrôle du 21/11/2024 sur les 9 extincteurs du parc (éoliennes et poste de livraison). Les constats de terrain confirment la présence de ces extincteurs.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure